

Document

Les bonus de la City ne seront pas plafonnés (14.08)

Le Monde – 13.08

Malgré la crise financière, la City de Londres demeure une vieille dame permissive. Les règles minimalistes encadrant les bonus, édictées le 12 août par la Financial Services Authority (FSA) britannique, l'autorité de tutelle des banques, témoignent de la volonté de ne pas pénaliser la compétitivité de la première place boursière européenne.

Les bonus devront désormais être calculés en vertu de la performance à long terme des établissements, en tenant compte des risques encourus : telle est la philosophie des huit préceptes définis par la FSA en matière d'octroi de primes de fin d'année aux banquiers basés au Royaume-Uni.

Par ailleurs, le versement de la plus grosse part de la rémunération variable devra être étalé sur trois ans. Enfin, le calcul du bonus devrait se faire aussi en fonction des profits de l'établissement, et non plus seulement de l'intéressé ou de son département. En cas de violation de ces pratiques, la FSA pourra imposer une amende ou une augmentation des fonds propres des banques incriminées.

Souplesse et prudence

En revanche, le gendarme de la City estime qu'il n'est pas de son ressort de limiter le montant des bonus octroyés par les banques pour récompenser et surtout garder leurs meilleurs éléments. *"Si les politiciens estiment qu'il s'agit d'un problème, c'est à eux de le régler, en utilisant des outils appropriés, comme la fiscalité"*, a insisté son directeur général, Hector Sants, à propos de la controverse sur les importantes sommes provisionnées par les banques, privées comme nationalisées d'outre-Manche pour payer les bonus dus pour l'exercice 2008-2009.

Comment expliquer cette souplesse des autorités, alors que la polémique sur l'octroi des primes a rebondi après la récente annonce des résultats des établissements bancaires britanniques ?

Les pressions du puissant lobby de la City au plus haut niveau, en vue d'édulcorer des mesures jugées dangereuses pour l'avenir de l'industrie financière, n'y sont pas étrangères. L'argument de l'association des banques britanniques, selon lequel des places concurrentes - comme Wall Street, Paris, Dubaï ou Singapour - n'auraient pas manqué de tirer profit d'un plafond que le Royaume-Uni serait le seul à imposer a été très convaincant.

Enfin, l'approche d'élections générales, au plus tard en mai 2010, incite également le régulateur britannique à la prudence. A la tête des sondages, l'opposition conservatrice s'est ainsi engagée à enlever la surveillance bancaire au FSA... pour la confier à la Banque d'Angleterre.